LETTRE N°13 – DÉCEMBRE 2024

Lettre d'information du laboratoire MIL (EA7382) Marchés, Institutions, Libertés

Chers membres du laboratoire MIL,
Chers lecteurs,

La fin d'année 2024 fut particulièrement riche pour le laboratoire MIL.

Un certain nombre de temps forts ont jalonné la vie du laboratoire : Quinzaine du numérique, qui rassemble de nombreux collègues autour d'événements en lien avec le droit numérique, et ce dans l'ensemble des branches du droit, séminaires de l'EUR Frapp, accueil de deux professeurs invités (F. Nicola, American University; G. Xavier, Université de Malaisie), conférence sur le droit constitutionnel en Afrique, séminaire du réseau "Contrats publics et mondialisation", lancement d'un projet de recherche sur "Local meanings of EU law".

Surtout, nos activités ont été évaluées en présentiel par le HCERES. Le résultat de cette évaluation est tout à fait satisfaisant pour notre unité : il y fait état d'une très bonne production scientifique et de notre capacité à développer une véritable recherche collective. Cette appréciation positive est à mettre au crédit des enseignants-chercheurs qui ont porté des projets de recherche et qui ont développé, au cours des cinq dernières années, une recherche individuelle et collective qualitative.

Pour maintenir cette dynamique, une révision des statuts sera engagée au cours du premier semestre 2025, en accord avec les recommandations du HCERES. Elle aura pour objectif d'améliorer le pilotage de notre unité et ses grandes lignes seront présentées lors de la "galette de rentrée" du 9 janvier prochain.

De belles fêtes de fin d'année, qu'elles vous soient chaleureuses et festives !

Stéphane de la Rosa, directeur du MIL
Bénédicte François, directrice-adjointe

Manifestations récentes

27 SEPTEMBRE 2024

CONFÉRENCE – « GENDERING PLATFORMS : LAW, REGULATIONS AND ALTERNATIVES ! »

La conférence intitulée "Gendering Platforms : Law, Regulations and Alternatives" s'est déroulée le vendredi 27 septembre dans les locaux du Campus Condorcet.

Cette conférence, organisée par le Laboratoire CEPN (UMR CNRS), L'Université Sorbonne Paris Nord (USPN) et le Laboratoire MIL, et placée sous la direction scientifique de Claire Marzo, bénéficiait du soutien de l'agence européenne COST PWILL (European Cooperation in Science and Technology). Elle s'inscrivait dans le prolongement du projet ANR CEPASSOC piloté par Claire Marzo entre 2021 et 2024.

9-10 OCTOBRE 2024

COLLOQUE « LA JUSTICE CONSTITUTIONNELLE VUE PAR SES ACTEURS »

Le colloque intitulé "La justice constitutionnelle vue par ses acteurs" s'est déroulé les 9 et 10 octobre derniers dans les locaux de la Faculté de droit.

Cette manifestation, organisée par Guelord Luema Lusavuvu en partenariat avec la Cour constitutionnelle de la République démocratique du Congo, a réuni des juges, des universitaires et des personnalités politiques de plusieurs pays. Elle est venue clôturer un cycle de conférences sur la justice constitutionnelle en Afrique, initié en 2021.

11-18 OCTOBRE 2024

CONFERENCES ET FORMATIONS DOCTORALES DISPENSEES PAR LA PROFESSEURE GRACE XAVIER

La Professeure Grace Xavier de l'Université Malaya de Kuala Lumpur (Malaisie), invitée de la ComUE Paris Est Sup, a dispensé deux conférences durant le mois d'octobre dans les locaux de la Faculté de droit. La première, qui a eu lieu le vendredi 11 octobre, était consacrée à la "Durabilité en Asie" (Sustainability in Asia); la seconde, qui s'est déroulée le vendredi 18 octobre, portait sur "Les marchés publics : vers une durabilité meilleure" (Sustainable procurement towards a Green Environment").

Par ailleurs, elle a dispensé deux formations doctorales. La première, qui s'est tenue en distanciel le 16 octobre, avait pour thème "La rédaction d'un article dans des revues internationales" (Writing a paper in an International Review); la seconde, qui a eu lieu en distanciel le 21 octobre, concernait "Le droit des contrats: différence entre le droit codifié et la common law" (Contract Law: the distinction between Codified Law and Common Law).

17 OCTOBRE 2024

**COLLOQUE / FORMATION
Comprendre le(s) rôle(s) d'une Intelligence Artificielle Générative à l'Université Paris-Est Créteil**

Le colloque/formation intitulé "Comprendre le(s) rôle(s) de l'Intelligence Artificielle générative à l'Université" s'est déroulé le jeudi 17 octobre dernier dans les locaux de la Faculté de droit.

Cette manifestation, placée sous la direction scientifique de Claire Marzo et du Professeur Pierre Valarcher (LACL), visait à appréhender l'Intelligence artificielle générative sous un angle multidisciplinaire. Elle marquait la première étape du projet IAG4UPEC, lui-même élaboré dans le cadre du projet de transformation ERASME, par lequel l'UPEC s'emploie à répondre aux défis de la transformation sociale et environnementale.

15 NOVEMBRE 2024

CONFÉRENCE

La langue du procès international (pénal) - avec la Pr. Muriel Ubeda Saillard (Université de Lille) organisée par la Professeure Charlotte Beaucillon

La conférence-débat relative à « La langue du procès international (pénal) » s'inscrit dans le contexte de la séance intitulée « L'État et la politique judiciaire des langues. Francophonie et plurilinguisme dans la mise en œuvre du droit international. », dispensée par la Professeure Charlotte Beaucillon (Faculté de droit, UPEC) au sein du séminaire de spécialisation de l'axe 2 de l'EUR FRAPP piloté par la Professeure Laure Clément-Wilz "Construction de l'État et politique des langues"

26 NOVEMBRE 2024

CONFÉRENCE – « CONVENTIONS COLLECTIVES ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE »

La deuxième manifestation organisée dans le cadre du projet IAG4UPEC avait pour thème les conventions collectives et l'Intelligence artificielle. Placée sous la direction scientifique de Claire Marzo et du Professeur Pierre Valarcher, elle s'est tenue le mardi 26 novembre dernier dans les locaux de la Faculté.

22 NOVEMBRE – 6 DECEMBRE 2024

3^E ÉDITION DE LA QUINZAINE DU DROIT DU NUMÉRIQUE

5 décembre 2024 L'actualité des thèses en droit du numérique

Séminaire de discussion de thèses récemment soutenues en France organisé par Laurie Marguet

- 10h > **Camille Bordère**
La justice algorithmique : analyse comparée (France / Québec) d'un phénomène doctrinal (Univ. de Bordeaux, 2023)
- 10h50 > **Lilian Dally**
Le renseignement : étude de droit public (Univ. Paris 1, 2022)
- 11h30 > **Olivier Berlin Clarès**
Qui fait la loi dans le cyberspace ? (Univ. Paris 1, 2024)
- 14h15 > **Gauthier Soufflard**
Approche juridique de la réalité étendue (Univ. de Rennes, 2023)
- 14h55 > **Margot Musson**
Le droit de la personnalité du mineur : être numérique (Univ. Lyon 3, 2023)
- 16h > **Antonia Di Maggio-Grassini**
Les attentes au système de traitement automatisé des données : harmonisation et coopération en Europe (Univ. de Corse, 2024)
- 16h40 > **Yoann Nabat**
Fichiers de police et de justice et libertés fondamentales (Univ. de Bordeaux, 2023)

UPEC MIL | **LE DROIT DU NUMÉRIQUE** | **NUMÉRIQUE, POLITIQUE, DROIT** | **Amphi B3 (Faculté de droit)**
Université Paris-Est Créteil | 85 av. du général de Gaulle, Créteil | Métro Ligne 8 / Station Créteil-L'Échat

REJOINS LE MASTER DROIT DU NUMÉRIQUE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL.
Une formation bi-disciplinaire en droit et en informatique, accessible après une L3 de droit.

3^e édition

Quin- zaine du DROIT du NUMÉ- RIQUE

DE LA FACULTÉ DE DROIT
de l'université Paris-Est Créteil
> 83-85, avenue du général de Gaulle, Créteil
> Métro Ligne 8 / Station Créteil L'Échat

22 nov. > 6 déc. 2024

Organisée par le laboratoire
Marchés, Institutions, Libertés

COLLOQUE > Amphi B2
26 nov., 13h-18h
Conventions collectives et intelligence artificielle
Colloque organisé par le projet de recherche UPEC-LGSD (programme DRADISE)

CONFÉRENCE > Hors les murs - Cité des sciences, Paris
27 nov., 15h-15h30
Le droit d'accès aux « algorithmes » : premiers résultats des recherches menées par le programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit
Conférence proposée par le programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit, dans le cadre des Rendez-vous des Trésoriers du droit

COLLOQUE > Amphi B1
28-29 nov., 14h-18h puis 9h-18h
NORM 2024 : vérité et obligation
Colloque proposé par le groupe NORMES, groupe interdisciplinaire sur les enjeux Philosophiques / Droit / Logiques / Interdisciplinaires

CONFÉRENCE > Amphi B4
29 nov., 14h-16h
Le règlement sur l'IA : une approche par les risques
Conférence d'Arnaud Latif (Sorbonne Univ.)
Conférence proposée par le Master Droit de recherche

DÉBAT > Amphi B4
3 déc., 14h-16h
Autour du livre *États et réseaux sociaux. Contrôler les discours en ligne* (LGDJ, 2024)
Débat avec Valère Ndiour (Univ. de Bretagne Occidentale)
Débat proposé par le Master Droit Numérique, dans le cadre du club lecture du Master

CONFÉRENCE > Amphi B4
3 déc., 16h30-18h
The Content Governance Dilemma: Digital Constitutionalism, Social Media and the Search for a Global Standard
Conférence d'Edoardo Celeste (Dublin City University, prof. invité dans le Master Droit du numérique)
Débat proposé par le Master Droit de recherche

CONFÉRENCE > Amphi B3
5 déc., 9h15-10h
The Digital Services Act Transparency Database
Conférence proposée par le Master Droit du numérique, le programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit et l'European Master in Law, Data and Artificial Intelligence (EMALD) - Dublin City University

SÉMINAIRE > Amphi B3
5 déc., 10h-18h
Actualités des thèses en droit du numérique
Séminaire proposé par le Master Droit du numérique, le programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit

TABLE-RONDE > Amphi B1
6 déc., 15h-17h
Le recrutement algorithmique
Table-ronde proposée par le Master Droit de recherche

EXPOSITION > Hall de la Bibliothèque de droit
Du 25 nov. au 12 déc.
« Vous entrez dans un espace vidéoprotégé »
Exposition organisée par le programme de Master Doctorat Numérique, Politique, Droit, avec le Collège de Recherche sur l'Indépendance

CONFÉRENCE > Amphi A2
22 nov., 8h30-10h
La surveillance par drones : étude empirique
Conférence proposée par le programme de Master Doctorat Numérique, Politique, Droit, dans le cadre de son atelier doctoral à la recherche UPEC-LESD

APPEL À VOUS
Apportez vos vieux smartphones !
Collecte de smartphones vieillissants pour être recyclés, organisée par GreenTech, le LivingLab UPEC, membres du LivingLab UPEC

UPEC UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL
VIL DE MARNE

5

25 NOVEMBRE – 12 DECEMBRE 2024

EXPOSITION « VOUS ENTREZ DANS UN ESPACE VIDÉOPROTÉGÉ ! »

Dans la rue, dans les transports en commun, à l'université ou au supermarché, il existe aujourd'hui, en France, une obligation de signaler la présence des caméras de surveillance. Cela se matérialise par des panneaux informant le public qu'il est filmé. C'est à ces panneaux que n'intéressent personne que l'exposition « Vous entrez dans un espace vidéoprotégé ! » s'intéresse. Non seulement cette exposition force à regarder ces panneaux ; mais elle défend l'idée qu'ils méritent d'être étudiés, car ils sont une mesure inédite de l'état des libertés fondamentales dans l'espace public aujourd'hui.

Livret d'exposition
VOUS ENTREZ DANS UN ESPACE VIDÉOPROTÉGÉ !
Une exposition de panneaux installés dans l'espace public à Créteil

L'exposition « Vous entrez dans un espace vidéoprotégé ! » était visible dans le hall de la Bibliothèque de droit du 25 novembre au 12 décembre. Elle a été préparée dans le cadre d'une activité d'initiation à la recherche proposée aux étudiant-es de Licence 3 de la faculté de droit de l'université Paris-Est Créteil. Elle apporte une contribution ponctuelle à la recherche collective *La Fabrique urbaine de l'indésirabilité* (AAP Défenseur des droits, *Gestion de l'espace public et stratégies d'évictions des populations dites indésirables*, 2023-2025), coordonnée par Muriel Froment-Meurice et Claire Hancock, et s'inscrit dans le cadre des activités du programme de Master-Doctorat Numérique, Politique, Droit de l'UPEC, ainsi que dans celles du Centre d'essais juridiques et informatiques (CEJI) associé au Master de droit du numérique de cette université. L'exposition a bénéficié du soutien de l'université Paris-Est Créteil (AAP BQER 2023-2024), du laboratoire Marchés, Institutions, Libertés et du Collectif de recherche sur l'indésirabilité.

Photographies :
Elouïck Merret

Illustration de couverture :
Flavie Chabot

3 DECEMBRE 2024

CONFÉRENCE – « ANTI-RACISM AND FEMINISM AS ACTIVISM IN EU AND COMPARATIVE LAW »

A l'initiative de la Professeure Laure Clément-Wilz, l'atelier/séminaire "Anti-racism and Feminism as Activism in EU and Comparative Law" s'est déroulé le mardi 3 décembre dernier dans les locaux de la Maison Île-de-France de la Cité Internationale Universitaire de Paris.

Anti-racism and Feminism as Activism in EU and Comparative Law

Cet atelier, placé sous la direction scientifique des Professeures Laure Clément-Wilz et Fernanda Nicola (American University Washington College of Law), était organisé dans le cadre de l'EUR FRAPP, en partenariat avec le Laboratoire MIL, L'American University Washington College of Law et la Cité Internationale Universitaire de Paris.

10-11 DECEMBRE 2024

COLLOQUE – « LOCAL MEANINGS OF EU LAW »

Le colloque intitulé « Local Meanings of EU Law » et organisé par Afroditi Marketou et Joana Mendes (University of Luxembourg), s'est déroulé les 10 et 11 décembre derniers dans les locaux de la Faculté de droit.

Cette manifestation, qui s'inscrit dans l'axe Libertés du Laboratoire, était financée dans le cadre de l'AO PMS Jeunes Chercheurs et du programme EUR FRAPP. Elle visait à présenter le droit européen comparé, en tant que nouvelle approche du droit de l'Union européenne

Local Meanings of EU Law

Workshop organized by Afroditi Marketou and Joana Mendes

Tuesday 10 December	Wednesday 11 December
13h30 Reception	9h Local Meanings of EU Law – Case Studies [2]
14h Local Meanings of EU Law: What's the point and what methods?	David Pfeilbin (MPI for Social Law and Social Policy), Jaka Kavavica (University of Ljubljana) and Nikolas Vagoudas (University of Edinburgh)
Afroditi Marketou (University Paris-Est Créteil), Joana Mendes (University of Luxembourg), Bruno De Witte (University of Maastricht and EUJ), Jan Korinek (University of Copenhagen), Signe Larsen (University of Copenhagen and University of Warwick) and the participants in the workshop	11h15 Local Meanings of EU Law – Case Studies [3]
16h30 Local Meanings of EU Law – Case Studies [1]	Fernanda Nicola (American University), Hanna Eklund (University of Copenhagen) and Carlo Colombo (Maastricht University and Sciences Po Paris)
Jacob van de Beeten (EUJ), Vincent Réveillére (Aix-Marseille Université), Laure Clément-Wilz (University Paris-Est Créteil) and Bob Roth (LSE)	13h15 Roundtable discussion

Salle A 314

UPEC FACULTE DE DROIT FRANCE 2024 FRAPP

12 DECEMBRE 2024

CONFÉRENCE – « APPROCHE ET ENJEUX CONSTITUTIONNELS DE L'UNION EUROPÉENNE »

A propos de l'ouvrage du Professeur Beligh Nabli « L'Union européenne » (PUF, Que Sais-Je ?, 2024)

Dans le cadre d'une conférence organisée par le Laboratoire MIL, le Professeur Beligh Nabli a présenté son dernier ouvrage : "L'Union européenne" (PUF, Que Sais-Je?, 2024) le jeudi 12 décembre dernier dans les locaux de la Faculté de droit.

Cette manifestation, qui s'est déroulée en présence de l'auteur et de la Professeure Manon Altwegg-Boussac, était intitulée : "Approche et enjeux constitutionnels de l'Union européenne.

12 DECEMBRE 2024

BOOK WRITING WORKSHOP

Mis-uses of Comparative Law in International Development, by F. G. Nicola

La Professeure Fernanda G. Nicola (American University, Washington College of Law), invitée par la ComUE Paris Est Sup, a présenté son ouvrage en cours d'écriture "Mis-uses of Comparative Law in International Development" (Cambridge University Press) le jeudi 12 décembre dernier dans les locaux de la Maison de L'Île-de-France de la Cité Internationale Universitaire de Paris.

Cette manifestation était soutenue par l'EUR FRAPP et le Laboratoire MIL.

BOOK WRITING WORKSHOP

Mis-uses of Comparative Law in International Development, by F. G. Nicola

Maison de l'Île-de-France
December 12th 2024
9h - 12h

Maison de l'Île-de-France - Cité Internationale Universitaire de Paris - 96, Boulevard Jourdan, 75014

13 DECEMBRE 2024

SEMINAIRE ANNUEL DU RESEAU « CONTRATS PUBLICS DANS LA GLOBALISATION JURIDIQUE »

Pour la cinquième année consécutive, le réseau académique « Contrats publics dans la globalisation juridique » a été accueilli, à l'initiative du Pr. Stéphane de La Rosa, au sein du laboratoire MIL. Fondé par Jean-Bernard Auby, qui fut également doyen de notre Faculté, ce réseau réunit des spécialistes reconnus des contrats publics provenant de nombreuses universités d'Europe, d'Amérique et d'ailleurs.

Pour la première fois, le réseau a été associé aux travaux sur les marchés publics menés par l'OCDE, dont l'agenda en la matière s'est considérablement étoffé. Ces échanges annoncent une collaboration fructueuse entre le Réseau Marchés publics dans la mondialisation juridique et l'OCDE.

La réunion annuelle a été l'occasion d'échanges de qualité sur des sujets d'actualité, parmi lesquels

- les conséquences pour le droit des marchés publics des rapports « Letta » et « Draghi » qui réorientent les marchés publics vers des objectifs stratégiques, industriels et environnementaux ;
- la prochaine refonte des directives 2014/24, 2014/23 et 2014/25 et les problèmes de cohérence qui se poseront entre ces textes et la multiplication des textes sectoriels ayant des incidences sur les marchés publics ;
- la reconnaissance formelle d'une distinction entre opérateurs européens et opérateurs de pays tiers non couverts par des accords internationaux avec la décision Kolin İnşaat (C-652/22).

La réunion de ce réseau est une occasion unique d'accueillir des enseignants-chercheurs venus de nombreux horizons, parmi lesquels, Christopher Yukins (George Wash. Univ.) Dan Schoeni (US Defense) Gabriella Racca (Univ Torino) Steven A. D. Van Garsse (Univ Hasselt) Sarah Schoenmaekers (Univ. Maastricht) Annamaria La Chimia (Univ. Nottingham) Patricia Valcárcel Fernández (Univ. Vigo) Simone TORRICELLI (Univ. Florence) Pierre BOURDON (Univ Cergy Pontoise) Philippe Coleman (Univ. Bretagne Sud) Jean-Jacques Verdeaux (Banque mondiale) Ulrich Stelkens (Univ. Speyer) Mohamed AM Ismail (Egypte Conseil d'Etat) Genoveva Ferrero (Univ. Buenos Aires) Pim Huisman (Univ. Amsterdam) Anna Wójtowicz-Dawid (Uniwersytet Rzeszowski), Andrea Sundstrand (Univ. Stockholm).

Vie du laboratoire

SOUTENANCES DE THESE

20 SEPTEMBRE 2024

YVETTE NGEA AGBOR – LA LUTTE ANTI-BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LA TRAÇABILITE DES FONDS DANS LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE CENTRALE

Direction de la thèse : Antoine BOLZE (UPEC/MIL) et Jean-Claude TCHEUWA (Université de Yaoundé II Soa)

Composition du jury :

- Claudia GHICA-LEMARCHAND (UPEC/LDP), Présidente
- Juliette MOREL-MAROGER (Université Paris-Dauphine), Rapporteur
- Louis PERREAU-SAUSSINE (Université Paris-Dauphine), Rapporteur
- Antoine BOLZE (UPEC/MIL), Directeur de thèse

17 OCTOBRE 2024

YANN LORANS – LE JUGE ET LE LEGISLATEUR DE L'UNION EUROPEENNE. ETUDE D'UNE PROTECTION COLLABORATIVE DES DROITS FONDAMENTAUX

Direction de la thèse : Édouard DUBOUT (Université Paris Panthéon-Assas) et Élise MUIR (KU Leuven)

Composition du jury :

- Claire VIAL (Université de Montpellier), Rapporteur
- Dominique RITLENG (Université de Strasbourg), Rapporteur
- Sacha Garben (Collège d'Europe), Examinatrice
- Stéphane de La Rosa (UPEC/MIL), Examineur
- Piet VAN NUFFEL (KU Leuven), Examineur
- Melchior WATHELET (UC Louvain), Examineur
- Édouard Dubout (Université Paris Panthéon-Assas), Directeur de thèse
- Élise MUIR (KU Leuven), Directrice de thèse

6 DECEMBRE 2024

PHILIPPE BORDACHAR – LES TRIBUNAUX ARBITRAUX CONSTITUES SOUS L'EGIDE DU CIRDI FACE AU RISQUE D'INEXECUTION DE LEURS DECISIONS

Direction de la thèse : Arnaud DE NANTEUIL (UPEC/MIL)

Composition du jury :

- Andréa HAMANN (Université de Strasbourg), Rapporteur
- Franck LATTY (Université Paris-Nanterre), Rapporteur
- Hervé ASCENSIO (Université Paris I Panthéon-Sorbonne), Examineur
- Marie-Élodie ANCEL (Université Paris Panthéon-Assas), Examinatrice
- Mathieu DE BOISSESON (Cabinet d'avocats Boisséson Arbitration), Examineur
- Arnaud DE NANTEUIL (UPEC/MIL), Directeur de thèse

13 NOVEMBRE 2024

VISITE DU LABORATOIRE MIL PAR LE COMITE D'EXPERTS DESIGNE PAR LE HCERES

Le 13 novembre 2024, le laboratoire MIL a fait l'objet d'une évaluation en présentiel par les experts du HCERES (Mme A. Perrin, MM. S. Manson (président du comité), Jean-Philippe Lhernould, Alan Hervé). Les experts ont, à cette occasion, souligné le bilan "remarquable" du laboratoire MIL en terme de vie collective et de pilotage scientifique. La qualité et la diversité des activités scientifiques, tant individuelles et que collectives, ont été soulignées. Les échanges avec les experts ont permis de poser les grandes lignes de l'activité du MIL dans les prochaines années: renforcement du rayonnement international et national, poursuite de la recherche de financements sur appels d'offres, inscription des recherches individuelles et collectives dans le cadre d'axes qui ont été rationalisés.

Ces évolutions seront nécessairement tributaires d'un renforcement de l'encadrement administratif et d'une montée en gamme de la politique de communication et, donc nécessairement, d'un renforcement et d'une meilleure rationalisation des moyens dont disposent l'unité.

**MIL MARCHÉS,
INSTITUTIONS,
LIBERTÉS**

PROCHAINS EVENEMENTS

- **Jeudi 9 janvier 2025, 12h30 – Galette des rois, salle A314**
- **Vendredi 24 janvier 2025, 9h-13h – Demi-journée d'échanges avec les doctorants (méthodologie, difficultés et perspectives liées à la thèse)**
- **Jeudi 30 janvier 2025, 9h-13h30 – Demi-journée d'études « Espace public, espace de droits ? » (org° Noé Wagener)**
- **A partir du mardi 28 janvier 2025 – Reprise des séminaires doctoraux**

Publications

DROIT EUROPÉEN DE LA COMMANDE PUBLIQUE

3^e édition

Stéphane de La Rosa

Les règles qui régissent les contrats de la commande publique – marchés publics, contrats de concession, partenariats public-privé, contrats spécifiques – sont fortement encadrées par le droit de l'Union européenne. La connaissance des sources européennes de la commande publique – directives 2014/24 (marchés publics), 2014/25 (secteurs spéciaux) et 2014/23 (concessions), nombreux textes sectoriels, jurisprudence de la Cour et du Tribunal – est indispensable et incontournable pour comprendre et pratiquer les contrats publics.

La troisième édition de ce manuel présente, de manière exhaustive, l'ensemble des règles et des principes qui régissent, à l'échelle de l'Union, les contrats de la commande publique et insiste sur les développements jurisprudentiels et normatifs intervenus depuis les directives adoptées en 2014, notamment l'adoption récente de textes spécifiques – règlements « subventions étrangères » et « IMPI », textes issus du Green Deal, Directive CRSD et vigilance. L'ouvrage comporte une analyse transversale de la diversification des sources, dont la compréhension est essentielle dans la perspective d'une refonte des directives dans les prochaines années.

Editeur : Larcier
Parution : 13/12/2024
728 pages

DROIT DU LIBRE-ÉCHANGE ET DE L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

Droit institutionnel et matériel des organisations sous-régionales, de la zone de libre-échange continentale africaine et des traités africains de protection des investissements

Arnaud de Nanteuil

Après le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) en 2021, un état des lieux des règles applicables aux échanges et aux investissements en Afrique semblait nécessaire. La coexistence entre, d'un côté, plus d'une dizaine d'organisations sous régionales ayant atteint différents degrés d'intégration et, d'un autre, un potentiel marché commun africain pose en effet un certain nombre de questions du point de vue aussi bien du droit institutionnel que du droit matériel. Cet ouvrage propose donc une clarification du droit positif applicable sur le continent.

Editeur : Pedone
Parution : 28/10/2024
396 pages

CODE DES SOCIÉTÉS Édition 2024-2025

Commenté par Bénédicte François et Alain Lienhard

Une édition, sous la coordination de B. François, à jour des textes les plus récents, et notamment :

- de l'ordonnance, du décret et de l'arrêté des 21 et 22 juin 2023 relatifs à la communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices;
- de l'ordonnance du 24 mai et du décret du 2 juin 2023 portant réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales;
- de la loi du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'UE dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture;
- de l'ordonnance du 8 février 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées

Editeur : Dalloz
Parution : 12/09/2024
396 pages

LA CONTRIBUTION DU DROIT DE L'URBANISME À LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Sous la direction scientifique de Soazic Marie

Actes du colloque organisé par le Laboratoire MIL avec le parrainage du GRIDAUH le 4 avril 2024 dans les locaux de la Faculté de droit de l'UPEC.

La Semaine Juridique – Éd. Administrations et collectivités territoriales
16 septembre 2024 (n°37)

DE HAUTE LUTTE La révolution de l'avortement

Sous la direction de Laurie Marguet et Stéphanie Hennette-Vauchez

Cet ouvrage, saisissant l'occasion du cinquantième anniversaire de la loi Veil, entend faire le point sur les connaissances, les étapes juridiques, les difficultés qui demeurent et les représentations sociales et culturelles de ce geste qui, depuis des temps immémoriaux, constitue une donnée structurante de la vie des femmes. La mobilisation des savoirs académiques dans des domaines aussi divers que le droit, la sociologie, l'histoire, l'anthropologie, la psychologie, la littérature, le cinéma, l'analyse des pratiques militantes, etc., permet de mettre à distance et à l'épreuve nombre d'idées reçues qui continuent de nourrir la perception commune de l'avortement.

Editeur : CNRS Éditions
Parution : 09/01/2025
400 pages

Sélection d'articles et de contributions individuelles

Beaucillon, Charlotte : « Secondary Sanctions : What's in a Name? », in Tom Ruys , Cedric Ryngaert , Felipe Rodríguez Silvestre (eds.), *The Cambridge Handbook of Secondary Sanctions and International Law*, pp. 13-36.

Clément-Wilz, Laure : « La Cour de justice de l'avocat général. Maurice Lagrange (1952-1964) », in Dossier Un légiste de Vichy à la Communauté européenne. Maurice Lagrange : une biographie professionnelle (dir. M.Mangenot), *Civitas Europa*, 2023/1 n°50, pp. 101-120

- (avec N.G.Fernanda), « Rising Gender Disparity at the CJEU », *Verfassungsblog*, 11 nov. 2024

Cuzacq, Nicolas : La participation des parties prenantes à la gouvernance des sociétés, le miroir à deux faces in (dir.) L. Brès et I. Tchotourian, « Zones frontières et entreprise socialement responsable. Perspective multiple : droit, administration et philosophie », Éditions Yvon Blais 2024, p. 1193-1215.

De La Rosa, Stéphane : « Souveraineté et santé : les enjeux juridiques pour l'Europe », Pouvoirs n°190 - septembre 2024 - La souveraineté européenne - p.91-102

- (coll. D. Dezobry): «Les enjeux du marché européen de l'énergie - transition, solidarité, sécurisation énergétique », Rapport français pour le XXXI Congrès de la Fédération Internationale pour le Droit Européen (FIDE)

- « Les instruments de la politique commerciale commune aux temps de la crise du multilatéralisme : à propos du règlement n° 2023/2675 relatif à la protection de l'Union européenne contre la coercition économique exercée par des Etats tiers », *Annuaire Français de Droit International - AFDI* 2023, Paris, CRNS ed., 2024

De Nanteuil, Arnaud : « Une affaire, trois possibilités : les sentences Garcia Armas devant la Cour d'appel de Paris », *Les Cahiers de l'arbitrage – The Paris Journal of International Arbitration*, 2024/1, pp. 423-439.

- « Droit international des investissements », *Encyclopedia Universalis*, en ligne (juin 2024)

- « Du génocide et de son (risque d')instrumentalisation. Réflexions sur les ordonnances en indication de mesures provisoires dans l'affaire Afrique du Sud c. Israël », *Journal du droit international* (Clunet), 2024/2

- « A la recherche du « contrat souple », une cartographie des mécanismes contractuels réalisant un équilibre entre souplesse et sécurité juridique », *Revue de droit des affaires internationales-International Business Law Journal*, n°2024/5, pp. 511-522.

François, Bénédicte : Les mutations de la répression administrative : l'AMF et la transaction, in « Les 20 ans de l'AMF », éd. Lamy Liaison (août 2024), p. 139 s., Actes du colloque consacré aux « 20 ans de l'Autorité des marchés financiers », qui s'est tenu à l'Assemblée nationale le 24 novembre 2023 sous la direction scientifique de N. Rontchevsky et de S. Neuville

- La certification des informations en matière de durabilité, in « La transposition de la directive "CSRD" sur les obligations d'information en matière de durabilité » (dossier sous la direction de B. Lecourt), Actes pratiques et ingénierie sociétaire, n°4 juill.-août 2024, éd. LexisNexis, 31, p. 39 s.

Godechot-Patris, Sara : Chronique de droit international privé, Defrénois 2024, n°29, p. 26 s.

- Panorama de droit patrimonial de la famille, D. 2024, 1974 (corédigé avec Cl. Grare-Didier)

- La réception des libéralités consenties à l'étranger, Rev. européenne et internationale de droit fiscal, 2024-2, p. 212 s. (corédigé avec J. Lauter et A. Moriou)

- Le logement du conjoint survivant en droit international privé, SNH, 2024 n°31, p. 24 s.

Ligneul, Nicolas : Guerre et développement durable, la perspective du juriste, in Développement durable, Fédération européenne des Ecoles, à paraître aux éditions L'Harmatan, en mars 2025,

- *Guide pratique pour l'indemnisation des victimes de l'invasion russe en Ukraine*, Cabinet Ligneul ed., Ivano-Frankivsk, Ukraine, 2024, 303 p. (auteur et éditeur de cet ouvrage trilingue (français – anglais et ukrainien). Traductions du Cdt David Piguet et du Doyen Nataliia Yaskiv (Faculté des lettres – Université Préarpatique d'Ivano-Frankivsk).

- Théorie des effets (ou principe de territorialité objective), in Dictionnaire de droit de la concurrence, Concurrences (2025), à paraître.

- *Le statut des prisonniers de guerre : quelques observations sur la modernisation nécessaire de la troisième convention de Genève*, à paraître, janvier 2025.

- *War Crimes in Ukraine: The Victims' Perspective*, In International Law Journal, Law and Society, vol.9 (2024), pp. 3 à 8 Ivano-Frankivsk, Ukraine.

Maitrot de la Motte, Alexandre : « La fiscalité du patrimoine à l'épreuve du droit de l'Union européenne », *Droit et Patrimoine*, 2024, n° 351, pp. 30-32

- « La Cour de justice de l'Union européenne rend un arrêt historique dans l'affaire Apple », *Revue de Droit Fiscal*, 2024, n° 38, ét. 351, pp. 2-6

- « La responsabilité des conseils fiscaux – propos introductifs », *Revue de Droit Fiscal*, 2024, n° 49, comm. 384, p. 12 (avec Clélia TREHIN)

- Rubrique « Fiscalité », in Fabrice PICOD (dir.), *Jurisprudence de la CJUE 2023 – Décisions et commentaires*, Bruylant, 2024, pp. 429-497 (commentaires des arrêts BA (Successions - Politique sociale de logement dans l'Union), *Commission c/ Amazon.com et autres*, *Fenix International Ltd c/ Commissioners for Her Majesty's Revenue and Customs* et PPU - Lin)

- « Chronique de fiscalité – année 2023 », *Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 2024, n° 2, pp. 223-241

- « Droit fiscal européen (1^{er} avril 2023 – 31 mars 2024) » (avec Charène HERBAIN), *Journal de droit européen*, 2024, n° 310, pp. 285-297
- « Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1^{er} mars 2024 – 31 mai 2024) », *Revue de Droit Fiscal*, 2024, n° 36, ét. 323, pp. 11-21 (avec Anne ILJIC, Fabrice PEZET et Flora SICARD)
- « Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1^{er} juin 2024 – 31 août 2024) », *Revue de Droit Fiscal*, 2024, n° 46, ét. 373, pp. 21-30 (avec Anne ILJIC, Fabrice PEZET et Flora SICARD)
- « Note sous CJUE, 1^{re} ch., 29 juill. 2024, C-39/23, *Keva* », *Fiscalité internationale*, 2024-4, n° 2, § 46
- « Note sous CJUE, 2^e ch., 19 sept. 2024, C-555/22, C-556/22 et C-564/22 P, *Royaume-Uni, ITV et London Stock Exchange Group Holdings (LSEGH) c/ Commission* », *Fiscalité internationale*, 2024-4, n° 2, § 58

Marketou, Afroditi : Chapitre 12 sur la décision du Conseil constitutionnel du 11 octobre 1984, n° 84-181, in *Les Grandes décisions de la jurisprudence constitutionnelle. Approche politique* (dir. Thomas Perroud), LGDJ 2024, pp. 259-275.

- « Les sens locaux du droit de l'Union européenne : Pour un droit européen comparé », *Cahiers de Méthodologie Juridique*, RJJ no. 3/2023, pp. 1347-1366

Marzo, Claire : Le rôle de l'État dans la fixation des salaires ou revenus des travailleurs de plateformes numériques, in Jérôme Gautié, Laure Machu et Jérôme Péliasse, *L'État et les salaires depuis 1945 (2) : de l'État employeur aux marges du salariat*, Cahier n°30 du CHATEFP, Septembre 2024, Actes du colloque des 22 et 23 juin 2023, <https://travail-emploi.gouv.fr/letat-et-les-salaires-depuis-1945-2-de-letat-employeur-aux-marges-du-salariat-cahier-ndeg30-du-chatefp-septembre-2024>

- DOSSIER : Droit international et travail de plateformes, coordonné par Arnaud de Nanteuil et Claire Marzo, *Revue de droit des affaires internationales*, 2024.

Morales, Martin : "Le choix de l'outil, dans quel(s) intérêt(s) ?", actes du colloque "La décision administrative au prisme des intérêts", UPVD, novembre 2023, RDP 2024, n°1, p. 219

- "La planification relative aux risques naturels", actes du colloque "Droit de l'urbanisme et lutte contre le réchauffement climatique", UPEC, avril 2024, JCPA, n° 37, 2254
- "Précisions sur la notification du décompte", note sous Conseil d'État, 29 décembre 2023, n° 470274, Commune de Saint-Thibéry, inédit, RDI 2024 p.221
- "Précisions sur l'étendue du devoir de conseil du maître d'oeuvre à l'égard du maître d'ouvrage dans l'opération de réception de l'ouvrage", note sous Conseil d'État, 22 décembre 2023, n° 472699, OPH Domany, Lebon T., RDI 2024. p. 166

Nabli, Bélig : « Le droit international à l'épreuve des guerres en Ukraine et à Gaza », *Revue Défense*, IHEDN, n° 3, 2024, pp. 14-21.

Pouillaude, Hugo-Bernard : "L'indemnisation de la douleur et de la souffrance par les tribunaux administratifs", in "Douleurs et souffrances. De l'antiquité au XXIe siècle" (dir. F. Viala et P. Vielfaure), éd. LEH 2024

- "La sécurité sanitaire européenne et le biodroit", in "Quel modèle pour le biodroit de l'Union européenne" (dir. B. Nabli et M. Fartunova-Michel), éd. Bruylant 2024.

- "Causalité et assurances", in "Les potentialités de la causalité" (dir. A. Gauché et S. Brimo), éd. Dalloz 2024.

Saunier, Claire : "La dissolution des conseils municipaux. Un reliquat centralisateur au service d'une bonne administration", Droit Administratif, oct. 2024, n°10, p. 13.

Wagener, Noé : "Sortir des concepts momifiés", in Clémentine Bories, Sabine Boussard, Anne Darnis-Fatôme et Béatrice Parance (dir.), *Les biens communs saisis par le droit : quelles perspectives ?*, Société de Législation comparée, collection "Colloques", volume 62, 2024, p. 409-414.

- "Étranger, Karine Parrot, Anamosa, 2023" [Recension], *Archives de politique criminelle*, n° 46, 2024, p. 297-300.

Xenou, Lamprini : "Right to paid annual leave: The *Cour de Cassation* recognized the direct horizontal effect of Article 31 (2) of the EU Charter and strengthened the protection of employees' rights. Case note to Cases n° 22-17.340 *Société Transdev*, n° 22-17.638 *M. V.B.*, n°22-11.106 *Institut national des formations notariales* of the *Cour de cassation* 2023" 6 *Maastricht Journal of European and Comparative Law*, 2024